

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Un-rapport-estime-que-la-France>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°34 > **Un rapport estime que la France peut diviser par quatre ses émissions de gaz à effet de serre**

1er mai 2007

Un rapport estime que la France peut diviser par quatre ses émissions de gaz à effet de serre

Est-il possible, d'ici à 2050, de diviser par quatre les émissions françaises de gaz à effet de serre ? La réponse est oui. Est-ce que c'est facile ? La réponse est clairement non. Tout est dit dans cet avis exprimé par le groupe d'experts chargé par le gouvernement d'une étude sur une réduction drastique des émissions françaises.

Ce rapport supervisé par l'économiste Christian de Boissieu, président du Conseil d'analyse économique découle de l'engagement, annoncé en 2003 par le premier ministre Jean-Pierre Raffarin, et confirmé par Jacques Chirac en 2005, de diviser par quatre les émissions polluantes en moins d'un demi-siècle.

Pourquoi ce chiffre ? Parce que, si l'on veut limiter le réchauffement de la planète à 2°C, il faudra limiter la concentration atmosphérique de dioxyde de carbone (CO₂) à 450 ppm (parties par million). Pour y parvenir, l'humanité doit plafonner ses émissions annuelles de carbone à 4 milliards de tonnes, soit 0,6 t pour chacun des 6 milliards d'humains de la planète.

Comme les pays les moins riches vont, en se développant, atteindre progressivement ce niveau, les pays industrialisés doivent réduire substantiellement leurs rejets. La France devait ainsi passer de 140 millions de tonnes à 38 millions.

Peut-on attendre 2040 pour s'engager en espérant que des technologies seront alors disponibles pour opérer cette réduction ? Certainement pas. L'accroissement de l'effet de serre est un phénomène cumulatif. "Plus nous agissons tard, écrivent les rapporteurs, plus il sera difficile de revenir à un niveau d'émissions absorbable par la biosphère, plus les concentrations atmosphériques seront élevées et plus les effets perturbateurs seront importants".

S'il est indispensable de poursuivre et d'accentuer les recherches dans de nombreux secteurs technologiques pour réduire l'effet de serre, les experts préviennent que l'on ne peut se reposer sur

elles seules. De même, il apparaît que le nucléaire, le solaire et l'éolien ne sont pas la solution à tous nos maux.

"L'énergie nucléaire en Europe représente 6 % de l'énergie finale, 2 % dans le monde, 17 % en France. Au vu de ces pourcentages, il n'apparaît pas justifié, pour bâtir une stratégie climat, de centrer le débat sur l'énergie nucléaire."

Quant aux "énergies renouvelables (soleil, éoliennes) si souvent mises en avant, (elles) ne constitueront pas la panacée et la solution à tous les problèmes". En revanche, la biomasse, et notamment la filière bois, semble présenter un potentiel très important.

Enfin, on ne peut se reposer sur les seules forces du marché. Il n'est pas certain que le prix du pétrole montera assez rapidement pour orienter différemment le système énergétique, et des substituts comme le charbon ou les schistes bitumineux, très polluants, pourraient se voir privilégiés par les industriels.

L'accent doit être mis sur "la maîtrise de la demande d'énergie". C'est là que les actions à mener sont "à la fois très nombreuses, souvent peu onéreuses, et disponibles relativement rapidement". Aussi faut-il agir prioritairement sur le transport et le bâtiment qui sont responsables de plus de la moitié des émissions françaises.

L'adaptation de l'habitat à ces nouvelles conditions représente d'ailleurs un "marché de plusieurs centaines de milliards d'euros d'ici à 2050". Quant au transport, il faut agir sur la motorisation des voitures, en instaurant une vignette écologique et en lançant un marché du carbone entre constructeurs.

L'enjeu est énorme. Mais, insistent les rapporteurs, "la lutte contre les changements climatiques implique une transformation de l'économie et de la société mondiales".

Reste à convaincre les citoyens de cette politique. Leur comportement est sans aucun doute "la question la plus délicate à traiter dans les scénarios de demande d'énergie".

Hervé Kempf

Source : LE MONDE 09.10.06